



La réunion des Nations Unies sur le changement climatique à Barcelone, préparatoire au sommet de Copenhague (COP15) de décembre, a eu un résultat très négatif et met en relief l'absence de volonté politique pour mener à bien les mesures radicales nécessaires pour lutter efficacement contre le changement climatique. Une fois de plus, les intérêts égoïstes et corporatistes des Etats bourgeois des principales puissances impérialistes ont primé sur les demandes des pays du Sud et des mouvements sociaux.

A un mois de l'ouverture du sommet de Copenhague, les négociations sont donc dans l'impasse. Les propositions de l'Union Européenne, des Etats-Unis – qui se refusent à chiffrer leurs réductions de CO2 - ne sont pas à la hauteur des enjeux. Elles suscitent le mécontentement et l'opposition des pays du Sud. Par l'absence de propositions chiffrées suffisantes, l'Union européenne, loin de sa posture usurpée de locomotive des négociations, ne facilite pas l'obtention d'un véritable accord à Copenhague. Cet accord devrait d'ailleurs se limiter, sous la pression des Etats-Unis, à une déclaration politique sans véritable caractère contraignant!

De fait, il n'existe aucune réponse sur le total de réduction des émissions que devront assumer les pays industrialisés. En outre, aucune avancée n'a pu se faire sur les sommes que les pays industrialisés devront mettre sur la table pour financer l'adaptation et les mécanismes de soutien aux pays du Sud.

Cette situation déplorable démontre l'urgence d'une mobilisation massive pour imposer à nos gouvernements les mesures nécessaires pour sauver le climat dans la justice sociale. Avec deux rendez-vous importants: la manifestation nationale pour le climat à Bruxelles le 5

décembre et le contre-sommet des mouvements sociaux à Copenhague. **(Réd. LCR-Web)**

-----

Le sommet international de Copenhague qui se tiendra en décembre prochain sera d'une importance capitale quant à l'avenir de la lutte contre les dérèglements climatiques et leurs conséquences sur les populations du globe. La dernière phase de discussion qui s'est déroulée à Bangkok montre les blocages opérés par les principaux pollueurs de la planète.

Alors que le dernier rapport des Nations unies analyse une aggravation des dérèglements supérieure à celle diagnostiquée par le Groupe international d'études sur le climat (Giec) et qu'un récent rapport britannique montre que la température globale pourrait augmenter de 4°C d'ici 2060, les grandes puissances font tout pour ne pas être contraintes à opérer les changements nécessaires.

Ainsi, l'alliance entre les États-Unis et l'Union européenne vise à ficeler un accord sans objectifs contraignants, paré uniquement de belles promesses. D'un côté, ces puissances se fixent des objectifs inférieurs aux plus basses recommandations du Giec (l'Union européenne, par exemple), ou refusent tout engagement, comme les États-Unis, la Russie, le Canada ou la Nouvelle-Zélande. De l'autre côté, les grands pays en développement se disent prêts à s'engager sur des objectifs précis.

De fait, il s'agit là de revenir sur un des principes positifs du protocole de Kyoto, celui de la « responsabilité commune mais différenciée » qui enjoignait aux pays industriels de baisser leurs émissions de gaz à effet de serre en priorité, avant ceux du Sud.

Désormais, il s'agit pour les pays industriels d'imposer un accord impliquant à parts égales tous les États, sans tenir compte ni de leur responsabilité historiques ni des niveaux différents de richesses. Laisser le destin du monde dans les mains des industriels, des multinationales et des gouvernements à leur service ne pourra engendrer que de nouvelles catastrophes.

**Qui va payer ?**

Au-delà des engagements chiffrés et des moyens pour y parvenir, l'opposition se cristallise entre grandes puissances et pays les plus pauvres, dans lesquels les populations seront les premières menacées, sur la question des financements des fonds d'adaptation nécessaires aux pays pauvres, pour faire face au dérèglement climatique. Là encore, les pays industrialisés refusent d'acquitter leur dette. L'Union européenne propose par exemple que les financements de tels fonds proviennent pour 40 % de l'argent tirés des marchés du carbone, et que le restant des budgets soit à la charge à même hauteur des pays développés et des pays du Sud.

Autrement dit, les États, quelle que soit leur responsabilité, devront payer la même chose, et surtout la majeure partie de ces fonds reviendra à des mécanismes non seulement inefficaces mais qui de surcroît sont un nouvel outil pour l'impérialisme et permettent aux pays industrialisés de se défausser sur ceux du Sud. Les peuples de ces pays sont ainsi doublement piégés : par l'argent qu'ils devront verser et par la délocalisation des réductions de gaz à effet de serre qui seront à leur charge.

Les propositions des pays africains s'orientent vers une autre logique, puisqu'ils proposent de prélever 5 % du PIB des pays développés pour alimenter les fonds d'adaptation.

De plus, les puissances impérialistes souhaitent que ce soient les institutions à leur service et dans lesquelles elles sont majoritaires qui gèrent ces fonds, en particulier la Banque mondiale et le Fonds monétaire international. Quand on connaît les plans d'ajustements structurels imposés par de telles institutions, on ne peut que refuser fermement une telle perspective.

### **Droits des peuples ou droit du plus fort ?**

Ne soyons pas naïfs sur les velléités de nombreux gouvernements du Sud de lutter radicalement contre les changements climatiques. Cependant, il est certain que l'unité des pays industrialisés est une arme de guerre contre leurs peuples et qu'ils ne peuvent accepter passivement ce qu'on veut leur imposer.

Mais désormais, c'est d'abord sur l'alliance des peuples, des indigènes, des mouvements sociaux et environnementaux qu'il faut s'appuyer, en toute indépendance vis-à-vis des États. Une manifestation a eu lieu à Bangkok le 5 octobre qui a rassemblé les populations thaïes menacées par de gros projets industriels (barrages, centrales...), la coalition Climate Justice Now, le réseau Via Campesina et des délégations internationales.

Il est urgent de donner le plus d'ampleur possible à ce type de mouvements pour dénoncer les premiers responsables et pour défendre un plan d'urgence de sauvetage du climat à l'échelle internationale.

**Vincent Gay**

---

## **Copenhague : un sommet sans hauteur**

### **L'urgence du passage à l'action**

Les rapports scientifiques se succèdent et confirment qu'au-delà d'une élévation de 2°C de la température moyenne du globe par rapport à l'ère pré-industrielle, les bouleversements, tant pour les populations que pour la biodiversité, seront □ désastreux.

Face à un risque comme n'en a jamais connu l'humanité, le Giec (Groupe intergouvernemental d'experts sur le climat) estime que, pour éviter une élévation de température supérieure à 2°C, les pays développés devront réduire leurs émissions de gaz à effet de serre de 25 à 40% d'ici 2020, et de □ 80 à 95% d'ici 2050, par rapport à leurs émissions de 1990.

Les émissions mondiales devront être passées par un pic avant 2015. Après cette date elles devront impérativement décroître. Au niveau mondial, les émissions de gaz à effet de serre

devront être réduites de 50 à 85% d'ici 2050, par rapport à leur niveau de 1990.

Face à ces nécessités impérieuses, l'action concrète est des plus urgentes. Les réponses que donneront les négociateurs internationaux devront être radicales et remettre profondément en cause les moyens jusqu'ici prescrits pour répondre aux problèmes climatiques.

Cependant, il y a fort à craindre que ces négociations se déroulent dans la droite ligne (libérale, impérialiste et techniciste) des conférences précédentes.

### **Une prise de conscience sélective**

La situation internationale a évolué depuis le protocole de Kyoto: prise de conscience croissante dans toutes les opinions internationales, consensus scientifique quant à l'urgence, changement de majorité en Australie et surtout aux États-Unis, pression croissante des pays les plus pauvres...

Cependant, nous pouvons d'ores et déjà affirmer que cela ne pèsera pas lourd face aux velléités des dirigeants de prendre le

moins d'engagements chiffrés et vérifiables possibles.

Plusieurs éléments sont à surveiller de très près:

### **1) les engagements chiffrés:**

De nombreux États prennent actuellement des engagements qui ne sont pas à la hauteur des préconisations les plus modestes. Ainsi, l'Union européenne, qui veut jouer le rôle de leader en matière de climat, ne s'est engagée à réduire ses émissions que de 20% en 2020 par rapport à 1990 alors que le Giec préconise une réduction de 25 à 40%.

### **2) la date de référence quant aux réductions affichées:**

Certains pays, comme les États-Unis, affichent des engagements qui peuvent paraître ambitieux, mais ils prennent comme référence les émissions de 2005 et non celles de 1990 (beaucoup plus faibles).

### **3) l'extension des mécanismes de flexibilité:**

Le protocole de Kyoto introduisait la possibilité des mécanismes d'échanges marchands de droits à polluer et de soutien à des projets non polluants dans les pays en développement, afin

d'exonérer les industries du Nord de leurs responsabilités; mais ces mécanismes restaient limités. Le risque est grand de les voir devenir la norme et non l'exception.

#### **4) la priorité accordée aux solutions technologiques:**

Les tenants du «capitalisme vert» ou du «new deal écologique» veulent donner la priorité aux nouvelles technologies (des agrocarburants, voiture et charbon «propres»...) autant de chimères qui pourront donner lieu à des profits bien réels mais qui ne peuvent être des solutions face aux dérèglements climatiques.

#### **Une mobilisation plus que jamais nécessaire**

Si nous ne voulons pas que le cynisme des puissants de ce monde n'entraîne de profonds déséquilibres climatiques, touchant en premier lieu les plus pauvres, il sera nécessaire d'imposer aux dirigeants des engagements ambitieux. Pour cela, une large mobilisation est nécessaire. Au sein de ce mouvement, nous avons pour tâche de favoriser la constitution d'un courant anticapitaliste et antilibéral qui s'oppose résolument aux solutions proposées par les dirigeants des grandes puissances. Ce mouvement devrait alors promouvoir des solutions en rupture avec le système et qui mettraient au premier plan la nécessité d'une réponse aux besoins sociaux des populations par des moyens démocratiquement décidés et prenant en compte les contraintes environnementales.

**Damien Joliton**

---

## **Réchauffement climatique: Ne pas céder à l'illusion technologique**

La seule réponse du néolibéralisme à ceux qui s'inquiètent de sa capacité à détruire le monde c'est que le marché nous sauvera de la faillite et la technologie de la technique. Toujours plus vite vers l'abîme. Cette fuite en avant montre, s'il en était besoin, un véritable autisme technocratique.

On assure, depuis quarante ans, que la science trouvera une solution aux problèmes des déchets nucléaires. Il en est de même avec le réchauffement.



Pour esquiver une réduction massive des émissions de carbone et la fin d'un mode de production ravageur, pour nier la nécessité d'un changement radical de civilisation, le technocapitalisme propose des solutions financières et technologiques qui seraient autant de problèmes nouveaux.

Le nucléaire est donné pour une énergie «propre», alors que les déchets radioactifs sont une grave source de contamination et que cette technologie menace l'humanité tout entière par la prolifération d'armes et le risque d'accidents apocalyptiques. Par ailleurs, l'uranium n'est pas inépuisable.

Les agrocarburants, solution miracle ces dernières années, ont eu pour principal effet d'augmenter l'utilisation de pesticides, le

recours au «génie génétique», la déforestation, et, en remplissant les réservoirs des riches avec la nourriture des pauvres, la misère.

L'exploitation des sables bitumineux, actuellement en vogue, qui consiste à séparer certains sables des matières fossiles auxquels ils sont mêlés, met en œuvre des procédés complexes, qui polluent d'immenses quantités d'eau, consomment plus d'énergie qu'ils n'en produisent, et détruisent les territoires de populations indigènes.

Les «puits de carbone» ne sont que le nom idéologique des plantations d'arbres. Compenser seulement les immenses surfaces défrichées à chaque minute impliquerait de reboiser immédiatement toute la Terre, et pour un résultat douteux, car pendant sa croissance,

un arbre rejette plus de carbone qu'il n'en absorbe.

La séquestration du carbone en sous-sol, qui ressemble furieusement à l'enfouissement des déchets nucléaires, aboutirait à creuser sous nos pieds un monde épouvantable. Et pour quel résultat, puisque les capacités de stockage resteront nécessairement limitées alors que la fringale de pétrole, elle, semble insatiable?

Augmenter l'efficacité énergétique de la production électrique et industrielle, valoriser les déchets, contribuerait certainement à une réduction de la consommation, mais bien insuffisante, et à condition que la capacité du capitalisme d'exploiter ce potentiel ne soit pas limitée par la demande solvable.

Il convient d'ajouter à ces fausses solutions les trouvailles plus ou moins farfelues comme couvrir le ciel de miroirs pour renvoyer la chaleur vers l'univers, jeter de la limaille de fer dans les océans pour piéger le carbone, et celles que les Géo Trouvetout nous proposeront demain pour faire croire que la solution aux problèmes du monde est d'abord une affaire technique.

Pour le capitalisme productiviste, sauver le climat équivaut à la quadrature du cercle. La confiance insensée en un avenir technologique radieux dépasse l'illusion et s'apparente à une croyance. Pour éviter le pire scénario climatique, il appartient décidément à d'autres forces de proposer des solutions rationnelles, écologiquement efficaces et socialement justes.

## **Armand Farrachi (articles parus dans le journal "TEAN" du NPA, octobre-novembre 2009)**

---

# **Une autre agriculture pour un autre climat**

Le modèle actuel de production agricole et d'élevage industriels contribue à aggraver la crise écologique globale et a un impact direct sur le processus du changement climatique. Bien que cela ne semble pas évident à première

vue, l'agro-industrie est l'une des principales sources d'émissions de gaz à effet de serre (GES).

C'est ce qui a été souligné par la campagne « Ne mange pas le monde » dans le cadre des mobilisations à l'occasion de la réunion des Nations Unies à Barcelone sur le changement climatique, avant le sommet crucial de Copenhague (COP15) en décembre où doit être adopté un nouveau traité remplaçant celui de Kyoto.

D'après cette campagne, entre 44 et 57% des émissions de gaz à effet de serre sont provoquées par le modèle actuel de production, de distribution et de consommation alimentaires. Un chiffre obtenu en additionnant les émissions dues aux activités strictement agricoles (11 à 15%), à la déforestation (15 à 18%), à la manutention, au transport et au stockage des aliments (15 à 20%) et des résidus organiques (3 à 4%).

Il ne faut pas perdre de vue les éléments qui caractérisent ce système de production alimentaire: intensif,

industriel, kilométrique, délocalisé et dépendant des énergies fossiles. Voyons cela en détail.

Intensif car il repose sur une sur-exploitation des sols et des ressources naturelles et libère ainsi des gaz à effet de serres des forêts, des champs de culture ou d'élevage. En plaçant au dessus de tout la productivité au lieu de l'entretien, de la régénération ou de l'exploitation prudente de l'environnement, il rompt l'équilibre grâce auquel les sols capturent et stockent du carbone, contribuant ainsi à la stabilité



## climatique.

Industriel car il consiste en un modèle de production mécanisé, utilisant des agents chimiques, privilégiant la monoculture, etc. L'utilisation d'immenses tracteurs pour labourer la terre et récolter les aliments contribue à libérer plus de CO<sub>2</sub>. Les fertilisants chimiques utilisés dans l'agriculture et dans l'élevage modernes génèrent une quantité importante d'oxydes nitreux, une des principales sources d'émission de gaz à effet de serre. De plus, la destruction par le feu des bois, des forêts et des jungles pour

les convertir en terrains de pâture ou de monoculture affecte gravement la biodiversité et contribue également aux émissions massives de carbone.

Kilométrique et pétro-dépendant, car il s'agit d'une production de marchandises délocalisé qui est à la recherche de main d'oeuvre bon marché et de législations environnementales plus laxistes. Les aliments que nous consommons parcourent des milliers de kilomètres avant d'atterrir dans nos assiettes, avec tout l'impact environnemental que cela implique. On estime

qu'aujourd'hui la majeure partie des aliments voyagent en moyenne entre 2.500 et 4.000 kilomètres avant d'être consommés, soit 25% de plus qu'en 1980.

Nous sommes face à une situation totalement intenable où, par exemple, l'énergie consacrée à expédier des laitues d'Almeria vers les Pays-Bas est trois fois supérieure à celle utilisée pour les cultiver... C'est d'autant plus absurde que nous consommons bien souvent des aliments qui proviennent de l'autre bout du monde alors qu'ils sont produits au niveau local.

L'élevage industriel est un autre secteur important d'émission de gaz à effet de serre et son développement s'est fait à coup de déforestations massives: 26% de la superficie terrestre est dédiée à l'élevage et 33% à la production d'aliments pour le bétail! Les pourcentages d'émissions de GES de ce secteur représente 9% des émissions totales de CO<sub>2</sub> (principalement par la déforestation), 37% des émissions de méthane (par la digestion des ruminants) et 65% des émissions d'oxyde nitreux.

Ce modèle d'alimentation kilométrique, tout comme le taux élevé d'utilisation d'agents agro-chimiques dérivés du pétrole, implique une forte dépendance envers les ressources fossiles. En conséquence, dans la mesure où le modèle de production agricole et d'élevage dépend fortement du pétrole, la crise alimentaire, la crise énergétique et la crise climatique sont étroitement liées.

Malgré tous ces sombres éléments, nous pouvons freiner le changement climatique et l'agriculture paysanne,

locale et agro-écologique peut y contribuer de manière déterminante. Il s'agit de rendre à la terre la matière organique qui lui est substituée, après que la « révolution verte » a épuisé les sols avec l'usage intensif de fertilisants chimiques, de pesticides, etc. Pour ce faire, il est nécessaire de développer les techniques agricoles soutenables qui peuvent augmenter graduellement la matière organique de la terre de 2% sur une période de 50 ans, restituant ainsi le pourcentage éliminé depuis les années '60.

Il est nécessaire de soutenir un

modèle de production diversifié, mêlant prairies, bois, champs de culture et d'élevage, qui intègre à nouveau la production animale dans la culture agricole, avec des arbres et des plantes sylvestres. Il faut promouvoir les circuits courts de commercialisation et la vente directe dans les marchés locaux. Avec de telles pratiques, on estime qu'il serait possible de capturer jusqu'à deux tiers de l'excédent actuel de CO<sub>2</sub> dans l'atmosphère. Le mouvement paysan international Via Campesina a tout à fait raison quand il souligne que « l'agriculture paysanne peut refroidir la planète ».

En outre, il faut dénoncer les fausses solutions du capitalisme vert face au changement climatique, comme l'énergie nucléaire, les agro-combustibles etc, ainsi que dénoncer les lobbys patronaux qui ne cherchent qu'à tirer un maximum de profit du futur traité de Copenhague. Divers mouvements sociaux exigent la « justice climatique » en visant les mécanismes de marché incorporés dans le protocole de Kyoto et qui doivent être prolongés à Copenhague.



Une véritable justice climatique doit aller de pair avec la justice sociale, en liant étroitement la lutte contre la crise écologique globale avec le combat contre la crise capitaliste qui touche de vastes secteurs populaires, sur base d'une perspective anticapitaliste et écosocialiste.

Pour que le climat ne change pas, il faut changer le monde!

**Esther Vivas est membre de la direction d'Izquierda**

**Anticapitalista-Revolta Global dans l'Etat espagnol et à été tête de liste aux dernières élections européennes. Elle a publié en français «En campagne contre la dette» (Syllepse, 2008) et est coordinatrice des livres en espagnol «Supermarchés, non merci»! et «Où va le commerce équitable»? L'article que nous reproduisons ici est paru dans le quotidien catalan Público et traduit de l'espagnol pour le site [www.lcr-lagauche.be](http://www.lcr-lagauche.be)**

---

**Copenhague: Mobilisation**

# **générale!**

## **A Bruxelles:**

**Manifestation nationale le 05 décembre à 14h00: "La vague pour le climat" (à l'appel de la Coalition climat). Le rendez vous est à la Place du Luxembourg, (Métro Trône / gare du Luxembourg). Ce jour là il y aura des tickets de train**

aller-retour à 8 euros partout en Belgique. La LCR appelle ses membres et sympathisant/es à manifester derrière la banderole de Climat et Justice Sociale.

**A Copenhague:**

**Manifestation internationale  
du 12 décembre à  
Copenhague. Des centaines**

de mouvements sociaux et de groupes d'actions du monde entier appellent à d'importantes mobilisations en décembre dans les rues de Copenhague... Ce sera également dix ans après les actions contre le sommet de l'OMC à Seattle. Climat et Justice Sociale organise un Eurotrain avec 850 places de Bruxelles vers Copenhague, le 'Climate Justice Train' partira le vendredi 11 décembre de la Gare du midi à 11h25.

# Sur le train pour Copenhague

:

[www.climatetjusticesociale.be](http://www.climatetjusticesociale.be)

# Sur la mobilisation à Copenhague :

<http://www.climate-justice-action.org/>

# Sur la manifestation du 05

**décembre en Belgique: [http://  
www.coalitionclimat.be/](http://www.coalitionclimat.be/)**